

Le Briefing Politique

Crise complexe - Enfance brisée: La grave situation des enfants touchés par les conflits et la fragilité dans le Sahel central

Octobre 2020

La crise complexe qui touche le Mali, le Niger et le Burkina Faso est l'une des situations humanitaires à la croissance la plus rapide et à la détérioration la plus vite au monde.¹ Des niveaux alarmants de conflit, de violence et d'insécurité alimentaire, ainsi que les catastrophes naturelles, les crises de santé publique, les chocs climatiques et l'extrême pauvreté désormais exacerbée par la pandémie de COVID-19 exposent les enfants, les familles et les communautés à de graves risques de protection qui mettent en péril leur survie immédiate et leur bien-être et leur avenir à long terme.

Près de 5 millions d'enfants ont un besoin urgent d'assistance humanitaire.² L'intensification de la violence a déplacé de force plus de 900,000 enfants.³ Des centaines de milliers de personnes ont vu leurs écoles fermées et l'éducation interrompue en raison de l'insécurité continue. Beaucoup d'autres vivent sans accès adéquat à la nourriture ou aux services essentiels de santé et de nutrition. Vision Mondiale est sur le terrain, répondant aux besoins immédiats et à long terme des enfants, des familles et des communautés au Mali et au Niger depuis 1982 et 1995 respectivement. En tant qu'agence humanitaire, de développement et de plaidoyer, Vision Mondiale fournit une aide humanitaire essentielle pour répondre aux besoins vitaux immédiats et aide les enfants et les familles

à s'adapter, à surmonter les difficultés et à bâtir des communautés plus pacifiques et résilientes dans les deux pays. Dans notre travail quotidien, nous sommes témoins de l'immense risque que cette crise représente pour l'avenir de toute une génération d'enfants.

Le moment est venu d'agir pour protéger les enfants du Sahel central. Vision Mondiale appelle toutes les parties prenantes à soutenir les actions urgentes suivantes pour remédier à la grave situation des filles et des garçons:

- augmenter d'urgence le financement pour répondre aux besoins immédiats des enfants en finançant intégralement les plans de réponse humanitaire (PRH) pour le Mali, le Niger et le Burkina Faso;
- aider les gouvernements du Mali, du Niger et du Burkina Faso à renforcer, financer et mettre en œuvre des stratégies pluriannuelles pour améliorer collectivement la gouvernance, la protection, la sécurité alimentaire et le rétablissement des moyens de subsistance, et à fournir des services essentiels aux enfants et aux civils, y compris ceux touchés par les conflits et déplacés les communautés;

- protéger et améliorer l'espace humanitaire pour garantir que les agences d'aide ont pleinement accès à toutes les populations dans le besoin, sans restrictions et conformément aux principes humanitaires fondamentaux ; et
- renforcer la coordination entre les actions humanitaires, de développement et de

consolidation de la paix, éclairées par une analyse du contexte partagée et en adoptant une approche sensible aux conflits pour répondre à la fois aux besoins humanitaires et aux causes profondes de la pauvreté, de la fragilité et des crises dans la région.

Crise de protection dans le Sahel central

Les enfants, les familles et les communautés au Mali, au Niger et au Burkina Faso ont longtemps enduré des privations et des crises simultanées, mettant à l'épreuve leur résilience et mettant en péril leur santé, leur sécurité et leur bien-être à long terme. Dans toute la région, des communautés fragiles souffrent de la pauvreté chronique et de l'insécurité alimentaire, du changement climatique et des catastrophes naturelles, de l'instabilité politique, des conflits armés prolongés et de la violence, des déplacements, et maintenant des impacts sanitaires et socio-économiques supplémentaires du COVID-19. Les gouvernements nationaux ont du mal à subvenir aux besoins de leurs citoyens et à faire face aux problèmes et aux crises les plus urgents du jour, entraînant le mécontentement du public, un contrat social rompu avec leurs gouvernements, des tensions accrues et même la violence. En conséquence, le Mali, le Niger et le Burkina Faso ont certains des indicateurs de développement les plus bas au monde.⁴ Maintenant, avec l'intensification de la violence, la propagation de l'insécurité et la menace du COVID-19, un record de 13,4 millions de personnes, dont près de 5 millions d'enfants, ont cruellement besoin d'une aide humanitaire dans toute la région.⁵

La situation dans le Sahel central s'est considérablement détériorée au cours des trois dernières années en raison de la persistance du conflit et de la violence impliquant des groupes d'insurgés armés, des milices communautaires et les forces de sécurité de l'État.⁶ L'insurrection sous régionale originaire du nord du Mali s'est depuis propagée vers le sud et à travers les frontières. Simultanément, la concurrence pour des ressources naturelles en diminution (terre et eau)⁷ et les accusations de soutien aux groupes armés ont contribué à des éruptions de violence intercommunautaire et ethnique entre agriculteurs et éleveurs de plus en

plus fréquentes. Les forces de sécurité de l'État et les armées internationales, notamment l'opération Barkhane, la Force conjointe du G5 Sahel et la Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation au Mali de l'ONU (MINUSMA), ont rapidement accru leur présence ces dernières années, mais n'ont en grande partie pas été en mesure de stabiliser la région. Les groupes armés ont à leur tour cherché à exploiter les tensions et les griefs des communautés avec le gouvernement pour se positionner en tant que protecteurs et prestataires de services dans les zones touchées par un conflit intercommunautaire ou caractérisées d'une faible présence et fonction des services de base fournis par l'État.

Les civils, en particulier les enfants, sont les plus touchés par cette insécurité. La violence croissante et intensifiante et les déplacements records qui en résultent dans la région ont créé une crise de protection, avec des groupes armés, des milices communautaires et des forces de sécurité de l'État attaquant et violant les droits des civils, y compris des enfants. Plus de 4,660 civils ont perdu la vie au cours du premier semestre de 2020,⁸ contre 4,300 décès enregistrés sur l'ensemble de 2019, avec une augmentation des pertes dues aux violences intercommunautaires.² Les enfants sont de plus en plus forcés ou recrutés et utilisés par tous les groupes armés, les femmes et les enfants sont de plus en plus la cible de violences sexuelles et sexistes, et incroyablement 1,5 million de personnes sont actuellement déplacées à l'intérieur du pays, contre 70,000 en 2018.¹⁰ Environ 122,000 réfugiés recherchent la sécurité au-delà des frontières au Mali, à l'ouest du Niger et au Burkina Faso.¹¹ Un grand nombre de personnes déplacées de force ont fui à plusieurs reprises, perturbant leurs moyens de subsistance, augmentant leur dépendance à l'aide humanitaire et les exposant à des risques accrus d'exploitation et d'abus.

Le ciblage des infrastructures de services sociaux, des opérations humanitaires et du personnel a laissé les communautés très vulnérables et touchées par le conflit sans accès adéquat à des soins et à une assistance vitaux. Lors d'une pandémie et dans une région déjà en proie à des crises de santé publique (par exemple, les récentes épidémies de choléra au Niger, la fièvre jaune au Mali, la rougeole au Burkina Faso),¹² les menaces et les attaques de groupes armés ont entraîné la fermeture ou l'endommagement de plus de 150 établissements de santé, privant des millions de services de santé essentiels.¹³ Les menaces et les attaques directes contre les écoles et le personnel ou l'utilisation des installations à des fins militaires ont laissé environ 3,500 établissements d'enseignement fermés ou non opérationnels.¹⁴ Les groupes armés ont également intensifié les attaques contre les travailleurs et les opérations humanitaires en détournant l'aide et en tuant, blessant ou kidnappant des travailleurs humanitaires. L'insécurité continue, en particulier dans les zones échappant au contrôle des forces de l'État, a créé des problèmes d'accès importants pour les organisations humanitaires et de développement qui cherchent à fournir de l'aide et à combler les lacunes dans la prestation de services de base alors que les besoins des communautés vulnérables et touchées par le conflit continuent à s'aggraver à une échelle qui met la vie en danger.

Les efforts de réponse du gouvernement au COVID-19 ont amplifié les tensions existantes. Au début de la pandémie, les autorités étatiques des trois pays ont établi des restrictions de mouvement et des limitations sur les rassemblements publics pour empêcher la propagation du virus, mais ont dû faire face à des problèmes d'application et ont finalement assoupli les mesures après la résistance du public et parfois des manifestations violentes sur les impacts négatifs des mesures sur les moyens de subsistance et revenus dans des communautés déjà extrêmement pauvres et vulnérables.¹⁵ Alors que les cas signalés et les décès au Mali, au Niger et au Burkina Faso sont restés relativement faibles à ce jour,¹⁶ les autorités auront probablement du mal à mettre en œuvre des mesures préventives ou à fournir les services de réponse nécessaires si le virus commençait à se propager plus largement, les trois pays ayant certains des systèmes de santé les moins munis du monde.¹⁷ Ces services de santé inadéquats, associés à un accès très limité à des sources d'eau salubre et à des installations sanitaires et d'hygiène adéquates, exposent la population, en particulier les enfants, à des maladies évitables et augmentent le risque de malnutrition.

Rendez suffisamment d'eau et de savon à la disposition de nos communautés.

Habibatou (15, fille, Niger)

L'insécurité alimentaire et la faim sont à des niveaux alarmants et continuent d'augmenter, entraînées par les conflits et la violence, les déplacements, les effets du changement climatique et maintenant la pandémie de COVID-19. Ceci est étayé par des niveaux élevés de sous-développement chronique. Très vulnérables aux impacts du changement climatique, 80% de la population du Sahel central – essentiellement des agriculteurs et des éleveurs – dépendent des ressources naturelles pour leur subsistance.¹⁸ Les chocs liés au climat, tels que les inondations persistantes et les sécheresses récurrentes et cycliques, affectent profondément la sécurité alimentaire des communautés et leur capacité à satisfaire leurs besoins de base. Dans toute la région, 5,5 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire, l'ONU estimant que le nombre de personnes confrontées à une faim aiguë au Burkina Faso a augmenté de 514 %, au Mali a augmenté de 130 % et au Niger a augmenté de 144 %, par rapport à la moyenne sur les cinq dernières années.¹⁹ Au Burkina Faso, 3,3 millions de personnes sont confrontées à des pénuries alimentaires critiques, soit le double de la même période l'année dernière.²⁰ Plus alarmant encore, on estime que 11,000 personnes sont déjà confrontées à des niveaux d'insécurité alimentaire comparables à une famine.²¹ Ces chiffres devraient augmenter d'ici la fin de l'année, à moins qu'une action humanitaire urgente ne soit entreprise maintenant,²² ce qui soulève d'importantes préoccupations concernant une augmentation rapide de la malnutrition et un recours accru à des stratégies d'adaptation négatives telles que la réduction de la qualité et de la quantité des repas ou le fait de forcer les enfants vers le travail nuisible ou le mariage précoce, en particulier dans les communautés déplacées ou touchées par le conflit.

Je veux que les autorités ouvrent nos écoles, je veux qu'elles paient nos professeurs pour réduire les grèves.

Machatou (12, fille, Mali)

La faiblesse de la gouvernance est à la base de ces défis qui mettent la vie en danger et qui alimentent la fragilité et l'instabilité politique de la région. Les autorités des trois pays luttent depuis longtemps pour contrôler l'intégralité de leurs territoires et de répondre à leurs besoins. La faiblesse des services sociaux, les préjugés réels ou perçus dans les

politiques liées à la terre et aux autres ressources naturelles et aux problèmes, ainsi que l'engagement et la responsabilité des forces de sécurité étatiques dans la contre-insurrection et d'autres opérations contribuent tous aux griefs publics et sont essentiels à traiter dans les efforts visant à stabiliser la région.



© Michael Arunga / Vision Mondiale

Les effets dévastateurs sur les enfants

La violence et l'insécurité prolongées dans le Sahel central perturbent tous les aspects de la vie des enfants, violent leurs droits et menacent leur santé, leur bien-être et leur avenir.²³ Dans toute la région, 2,3 millions d'enfants ont besoin de protection – une augmentation de 80% en un an seulement.²⁴ En 2019, l'ONU a enregistré 745 violations graves des droits de l'enfant rien qu'au Mali, le nombre le plus élevé enregistré depuis 2017.²⁵ Cela comprenait un nombre sans précédent d'enfants victimes (296 filles et garçons tués ou mutilés).²⁶ Le recrutement et l'utilisation d'enfants par les groupes armés au Mali ont doublé de 2018 à 2019, touchant 215 filles et garçons.²⁷ Cette tendance alarmante se poursuit, avec 228 incidents de violations graves enregistrés au préalable au Mali au cours des

trois premiers mois de 2020 seulement.²⁸ Les enfants déplacés sont particulièrement exposés à la violence, à l'exploitation, au recrutement et à des mécanismes d'adaptation négatifs (par exemple, travail des enfants, mariage précoce / forcé).²⁹ Ces expériences et cette exposition à l'insécurité et à la violence ont un impact profond sur le bien-être psychosocial et la santé mentale à long terme des enfants, peuvent causer une profonde détresse psychosociale, y compris des traumatismes, de la dépression et de l'anxiété, et ont des conséquences extrêmement néfastes sur leurs capacités cognitives et leur épanouissement affectif. Face à d'importants problèmes de protection des filles et des garçons, la protection de l'enfant reste l'un des secteurs les moins financés au sein des PRH pour les pays du Sahel central.³⁰

Le conflit et le COVID-19 ont compromis l'accès des enfants à l'éducation et déclenché une crise d'apprentissage dans toute la région. Selon la Campagne mondiale pour protéger l'éducation contre les attaques, il y a eu plus de 430 attentats contre des écoles, du personnel scolaire et des élèves dans le Sahel central entre 2015 et 2019, et plus de 90 attaques de janvier à juillet 2020.³¹ En octobre 2020, l'insécurité persistante et les menaces ont fermé ou rendu environ 3,500 écoles non opérationnelles.³² De nombreux enfants déplacés sont privés d'écoles accessibles ou d'alternatives d'apprentissage, y compris de solutions à distance. Les fermetures temporaires d'écoles à l'échelle nationale liées au COVID-19 imposées au début de la pandémie ont encore perturbé les études des enfants.

La faim et la malnutrition infantile sont en augmentation, avec des effets dévastateurs sur la croissance et le développement à long terme des enfants. Dans toute la région, plus de 8 millions d'enfants âgés de 6 à 14 ans ne sont pas scolarisés,³³ privant les filles et les garçons non seulement des opportunités d'éducation et de développement, mais surtout de l'accès aux programmes d'alimentation scolaire qui sont l'une des stratégies clés pour lutter contre la faim chez les enfants. La malnutrition est extrêmement répandue chez les enfants de moins de 5 ans dans toute la région, avec des effets graves sur leur système immunitaire et leur développement cognitif. Un demi-million d'enfants souffrent de malnutrition sévère,³⁴ et avec la montée rapide de la faim prévue par l'ONU en 2020, ces enfants subiront le plus grand impact.

[...] Fournissez un soutien alimentaire et offrez des opportunités d'emploi à nos parents qui ont perdu leur emploi.

Mahamadou (12, garçon Niger)

La violence, les déplacements, les effets du changement climatique, la concurrence pour les ressources naturelles et les restrictions liées au COVID-19 ont eu un impact significatif sur les moyens de subsistance et les revenus des familles, rendant de plus en plus difficile la satisfaction des besoins les plus élémentaires de leurs enfants, les déplacés étant les plus durement touchés. La réduction du revenu familial contribue à une dépendance à l'égard de stratégies d'adaptation dangereuses pour les filles et les garçons.³⁵ Il y a eu un pic des mariages précoces et forcés de filles au Mali, au Niger et au Burkina Faso, pays déjà classés première, cinquième et sixième au niveau mondial en termes de mariage précoce.³⁶ De même, il y a eu une augmentation du nombre d'enfants engagés dans des travaux néfastes, affectant largement les garçons, dans les pays ayant des antécédents d'enfants victimes des pires formes de travail des enfants, notamment à des fins de trafic, de recrutement et d'utilisation par des groupes armés.³⁷

Il faut faire beaucoup plus pour protéger la santé, la sécurité, les droits et l'avenir des enfants du Sahel central. Les services et le financement actuels de protection de l'enfant sont loin de répondre aux besoins et aux droits des enfants survivants. La rareté de la santé mentale et du soutien psychosocial (MHPSS), des espaces et des services sûrs pour les enfants survivants de violences sexuelles et le recrutement dans des groupes armés privent les enfants de l'aide dont ils ont besoin pour surmonter ces expériences traumatisantes, se réinsérer dans la société et jouir de leurs droits. Les efforts du gouvernement pour protéger les droits des enfants à l'éducation et à la protection sont trop limités. Les dépenses budgétaires et d'aide dans les secteurs sociaux sont faibles depuis des décennies, et les systèmes éducatifs et alimentaires fragiles sont maintenant poussés à leurs limites, les filets de sécurité sociale / mesures de protection essentiels pour remédier à ces vulnérabilités étant largement inexistantes ou sous-financés. Alors que les besoins continuent de se multiplier, les agences humanitaires sont confrontées à des menaces et des défis de sécurité croissants pour atteindre les enfants les plus vulnérables, et les donateurs n'ont contribué que 39% à la réponse globale au début d'octobre 2020.³⁸

La réponse de Vision Mondiale

Depuis le lancement des opérations au Mali en 1982 et au Niger en 1995, Vision Mondiale est sur le terrain pour fournir une assistance humanitaire essentielle afin de répondre aux besoins immédiats en matière de protection de l'enfant, d'éducation, de santé, de nutrition, d'eau, assainissement et hygiène (WASH), de sécurité alimentaire et de moyens d'existence pendant les situations d'urgence, tout en soutenant également les enfants et les familles avec des programmes de développement à long terme pour s'adapter, surmonter les difficultés et bâtir des communautés plus pacifiques et résilientes.

En tant qu'organisation à mandats multiples, Vision Mondiale s'est engagée à aligner son travail sur le lien humanitaire-développement-paix et à approfondir son impact sur les enfants dans des contextes fragiles. Dans le cadre de cet engagement, Vision Mondiale a développé une Approche de programme pour contextes fragiles (FCPA) pour améliorer sa capacité de programmation adaptative, en puisant dans l'expertise de l'organisation en action humanitaire, de développement et de consolidation de la paix pour soutenir une approche de gestion visant à répondre aux besoins de survie immédiats tout en s'attaquant aux causes systémiques profondes et facteurs de conflit, de fragilité et de vulnérabilité dans des contextes en évolution. Soutenu par la planification de scénarios, l'analyse conjointe du contexte et la surveillance, le FCPA permet à Vision Mondiale de prioriser l'agilité et la flexibilité dans l'utilisation de la technologie numérique, la collecte accélérée de données, l'analyse en temps réel et la gestion de programmes à distance. Vision Mondiale Mali a lancé un pilote FCPA début 2020 axé sur la consolidation de la paix et la protection de l'enfant à Djenné, commune de la région de Mopti, mis en œuvre avec l'organisation non gouvernementale (ONG) locale partenaire l'Association pour l'appui au développement intégré.

En plus de ce pilote FCPA, Vision Mondiale répond à la situation humanitaire actuelle dans le nord et le centre du Mali avec des programmes de protection de l'enfant, d'éducation, d'eau, assainissement et hygiène WASH, de soutien en espèces, d'assistance alimentaire, de santé, de nutrition, et des programmes de consolidation de la paix, en adoptant une approche de gestion adaptative. Vision Mondiale met également en œuvre une réponse au COVID-19 au Mali qui comprend un soutien aux mesures préventives (par exemple, sensibilisation, fourniture d'articles d'hygiène et de protection individuelle), la formation et le soutien des agents de santé et des installations (par exemple, la construction d'installations WASH), une aide en espèces et des bons pour les familles déplacées, et des interventions de protection de l'enfant. De même, dans les régions de Maradi, Tillabéri et Tahoua au Niger, Vision Mondiale s'emploie à répondre aux besoins actuels en matière de protection de l'enfant, d'AEPHA et d'assistance alimentaire, ainsi qu'à soutenir la consolidation de la paix et la cohésion sociale, en s'appuyant sur une analyse contextuelle régulière et une planification de scénarios similaires du FCPA. En réponse au COVID-19, Vision Mondiale Niger soutient également les communautés avec des mesures préventives, en fournissant un soutien éducatif aux étudiants et une formation aux enseignants, en formant et en soutenant les agents de santé et les établissements de santé, en organisant des groupes d'épargne et en mettant en œuvre des formations sur la protection de l'enfant pour les travailleurs en première ligne. Vision Mondiale a récemment achevé une évaluation et prévoit d'étendre sa présence opérationnelle au Burkina Faso, en travaillant avec et en soutenant les partenaires locaux. Vision Mondiale est également opérationnel au Sénégal, en Mauritanie et au Tchad.

RECOMMANDATIONS

Les enfants paient un lourd tribut pour la crise qui se détériore rapidement dans le Sahel central, mais il n'est pas trop tard pour que toutes les parties prenantes adoptent des mesures pour les protéger, leurs droits et leur avenir. S'appuyant sur une vaste expérience répondant aux besoins immédiats et à long terme des enfants, des familles et des communautés au Mali et au Niger, Vision Mondiale appelle aux actions urgentes suivantes pour faire face à la grave situation des enfants dans le Sahel central:

Toutes les parties au conflit devraient:

- Respecter le Droit international humanitaire et les Droits de l'homme.
- Cesser toutes les attaques contre les établissements de santé et d'éducation, le recrutement d'enfants dans des groupes armés et l'utilisation d'écoles à des fins militaires.
- Fournir un accès humanitaire sans entrave à toutes les populations dans le besoin, sans restrictions et conformément aux principes humanitaires fondamentaux.

Les gouvernements du Mali, du Niger et du Burkina Faso devraient:

- Accorder la priorité à la protection des civils et respecter le Droit international humanitaire et les Droits de l'homme.
- Renforcer, financer et mettre en œuvre des stratégies pluriannuelles pour améliorer la sécurité alimentaire, le rétablissement des moyens d'existence et la résilience, et fournir à tous les enfants des services de santé, de nutrition, d'éducation, de WASH, de protection de l'enfant et de protection sociale adaptés au genre, en mettant l'accent sur les communautés déplacées et touchées par le conflit.
- Mettre en œuvre les engagements approuvés par la Déclaration sur la sécurité dans les écoles pour prévenir et réduire les attentats contre l'éducation.
- Renforcer les systèmes de santé et former et équiper les agents de santé de première ligne pour prévenir et répondre au COVID-19, tout en garantissant la continuité des services de soins de santé primaires et de nutrition essentiels existants pour atténuer le risque de mortalité et de morbidité. Cela devrait inclure des services spécialisés de MHPSS et de prévention et de réponse à la violence sexuelle, adaptés à l'âge et au genre, et renforcer les mécanismes de dénonciation et de référencement entre les acteurs de la santé, de la nutrition, de la sécurité alimentaire et de la protection de l'enfant.

Les institutions régionales devraient:

- Soutenir les gouvernements du Mali, du Niger et du Burkina Faso en renforçant, en finançant et en mettant en œuvre des stratégies et des plans pour améliorer la prestation des services sociaux et la gouvernance, renforcer les systèmes, s'adapter et atténuer les impacts du changement climatique.
- Revoir régulièrement la situation au Mali en veillant à ce que toutes les parties respectent la feuille de route de transition afin que la violence n'éclate pas.
- Renforcer les mécanismes régionaux de prévention et d'intervention en cas de crise alimentaire, notamment en investissant dans des stratégies qui favorisent l'adaptation et l'atténuation durables des changements climatiques.

- Plaider pour que les gouvernements investissent davantage de leurs budgets nationaux dans les initiatives d'éducation, de sécurité alimentaire et d'agriculture intelligente face au climat,

Les donateurs devraient:

- Augmenter d'urgence le financement pour répondre aux besoins immédiats des enfants en finançant intégralement les PRH, en particulier en augmentant les budgets et les investissements visant à protéger les enfants contre la violence, l'exploitation et les abus, et en améliorant l'accès à des services d'éducation, de santé et de nutrition adaptés à l'âge et au genre. Aligner ce financement sur les plans de relèvement rapide et de développement pour aider les gouvernements du Mali, du Niger et du Burkina Faso à renouveler leurs contrats sociaux, à restaurer la paix et à relancer l'économie.
- Fournir un financement flexible et pluriannuel de l'aide humanitaire et du développement, aligné sur la recommandation de l'OCDE-CAD sur le lien humanitaire-développement-paix et les engagements du Grand Bargain, en adhérant à l'approche commune des donateurs et en renforçant la coordination des donateurs humanitaires.
- S'assurer au niveau institutionnel que les décisions de financement de l'action

conformément au Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine de l'Union africaine.

humanitaire n'ont pas d'autre objectif que la fourniture d'une assistance basée sur les principes humanitaires.

- Aider les gouvernements du Mali, du Niger et du Burkina Faso à financer et à mettre en œuvre des stratégies pour renforcer les systèmes, fournir équitablement des services sociaux et atténuer les risques ou les méfaits du changement climatique. Comme condition de l'appui budgétaire, exiger des gouvernements nationaux qu'ils maintiennent les allocations pour les services publics dans les budgets nationaux.
- Plaider pour que les gouvernements investissent davantage de leurs budgets nationaux dans les initiatives d'éducation, de sécurité alimentaire et d'agriculture intelligente face au climat, conformément au Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine de l'Union africaine.

Les agences des Nations Unies devraient:

- Faciliter l'accès humanitaire et renforcer la coordination civilo-militaire pour garantir que l'aide humanitaire puisse atteindre les populations touchées par le conflit.
- Veiller à ce que la protection de l'enfance soit priorisée et intégrée dans tous les efforts de réponse, et que les interventions s'alignent sur les normes minimales de protection de l'enfant de 2019 pour mettre fin et prévenir toutes les formes de violence, d'abus, de négligence et d'exploitation des filles et des garçons.
- Aider les gouvernements du Mali, du Niger et du Burkina Faso à renforcer et mettre en

œuvre des stratégies adaptées à l'âge et au genre pour la fourniture de services sociaux, y compris dans les communautés touchées par les conflits et déplacées, en collaboration avec des ONG.

- Renforcer la coordination entre les secteurs de l'aide humanitaire, du développement et de la consolidation de la paix, en s'appuyant sur une analyse de contexte partagée et en adoptant une approche sensible aux conflits pour répondre aux besoins humanitaires immédiats ainsi qu'aux causes profondes de la fragilité et des crises dans la région.

Les ONG humanitaires, de développement et de consolidation de la paix et la société civile devraient:

- Aider les gouvernements du Mali, du Niger et du Burkina Faso à renforcer et à mettre en œuvre des stratégies pour atteindre tous les enfants, y compris ceux des communautés déplacées et touchées par les conflits, par le biais de services de santé, d'éducation, de WASH, de protection de l'enfant et de protection sociale adaptés aux enfants et au genre.
- Participer activement et renforcer les mécanismes de coordination à travers le lien humanitaire-développement-paix en soutenant le développement et la réalisation de résultats collectifs, et en établissant des méthodes de travail plus coordonnées, étayées par le droit international et en renforçant les normes, avec des acteurs formels et informels à tous les niveaux, se comportant conformément aux approches fondées sur les droits de l'enfant.
- Mener des analyses conjointes régulières, axées sur l'impact et centrées sur les personnes avec les acteurs du lien humanitaire-développement-paix pour établir et maintenir une compréhension commune du contexte qui éclaire les décisions fondées sur des principes et sur des données factuelles et aide à garantir une prise en compte des conflits et des actions spécifiques au contexte. Impliquez les femmes, les enfants et les principales parties prenantes de la communauté, y compris les chefs religieux, dans ces efforts.
- Investir dans le renforcement des capacités et l'autonomisation des filles, des garçons et des communautés affectés en tant qu'agents de changement, de paix et de développement à part entière, et les impliquer et leur donner une voix dans les problèmes qui les affectent, y compris la sortie de crise et le développement.
- Consolider les systèmes de protection pour les enfants et renforcer un environnement protecteur en soutenant le renforcement des capacités des systèmes communautaires / de parenté, des structures gouvernementales locales et des systèmes nationaux, et en investissant dans le renforcement de la société civile, des structures communautaires et des institutions locales pour fournir une protection adéquate à tous les citoyens.



- ¹ UN OCHA, « Daily Noon Briefing-Central Sahel Update », le 15 septembre 2020. <https://www.unocha.org/story/daily-noon-briefing-highlights-central-sahel-syria>
- ² UN OCHA, « Central Sahel Crisis – Key Figures 2020 », au 8 octobre 2020, p2. https://www.unocha.org/sites/unocha/files/facts_figures_20201008.pdf
- ³ UNICEF, « 2.3 million children in need of protection in the Central Sahel region in 2020, a more than 80% increase in one year. », le 21 mai 2020. <https://www.unicef.org/wca/press-releases/23-million-children-need-protection-central-sahel-region-2020-more-80-cent-increase> Inclut les déplacés internes et croisés frontière.
- ⁴ PNUD, « 2019 Human Development Index Ranking », consulté le 1 octobre 2020. <http://hdr.undp.org/en/content/2019-human-development-index-ranking> Niger, Mali and Burkina Faso ranked 189th, 184th and 182nd respectively out of 189 countries evaluated for the UN's 2019 Human Development Index, based on average life expectancy, educational attainment and gross national income.
- ⁵ UN OCHA, « Central Sahel Crisis – Key Figures 2020 », au 8 octobre 2020, p1 & 2. https://www.unocha.org/sites/unocha/files/facts_figures_20201008.pdf
- ⁶ Dans la publication d'ACLED « Ten Crises to Worry about in 2019 », ils ont identifié le Sahel comme « le plus susceptible d'être le dilemme géopolitique de 2019 ». <https://acleddata.com/2019/02/01/ten-conflicts-to-worry-about-in-2019/#unique-identifiant-ACLED>, « Ten Crises to Worry about in 2020 », le 23 janvier 2020. <https://acleddata.com/2020/01/23/ten-conflicts-to-worry-about-in-2020/#Sahel> & ACLED, « Mid-Year Update: 10 Crisis to Worry About in 2020 », le 18 août 2020. <https://acleddata.com/2020/08/18/mid-year-update-10-conflicts-to-worry-about-in-2020/#1597759395479-dd34f4e9-c05f>
- ⁷ International Crisis Group, « Le Sahel central : scène de nouvelles guerres climatiques ? », Briefing n° 154 / Afrique, le 24 avril 2020. <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/b154-le-sahel-central-theatre-des-nouvelles-guerres-climatiques>
- ⁸ ICRC, « Central Sahel – Spike in violence leads to higher deaths, more than 1 million fleeing homes », le 14 septembre 2020. https://www.icrc.org/en/document/central-sahel-spike-violence-leads-higher-deaths-more-1-million-fleeing-homes#_ftn1
- ⁹ UN OCHA, « Overview of Humanitarian Needs & Requirements – Sahel Crisis », mai 2020, p8. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/HNRO%20Sahel%20May%202020.pdf>
- ¹⁰ UN OCHA, « Central Sahel Revised Needs and Requirements Overview », octobre 2020, p4. https://www.unocha.org/sites/unocha/files/RNRO%20CentralSahel%20Oct%202020_EN%20Web.pdf
- ¹¹ UN OCHA, « Central Sahel Crisis – Key Figures 2020 », au 8 octobre 2020, p2. https://www.unocha.org/sites/unocha/files/facts_figures_20201008.pdf
- ¹² UN OCHA, « Overview of Humanitarian Needs & Requirements – Sahel Crisis », mai 2020, p12. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/HNRO%20Sahel%20May%202020.pdf>
- ¹³ UN OCHA, « Saving Lives in the Central Sahel – Core Script, Ministerial Conference 20 October 2020 », au 8 octobre 2020, p1. https://www.unocha.org/sites/unocha/files/script_20201009.pdf
- ¹⁴ Ibid
- ¹⁵ Clingendael – Netherlands Institute of International Relations, « The Politics of COVID-19 in the Sahel », mai 2020, p2-3. https://www.clingendael.org/sites/default/files/2020-05/Alert_Politics_of_COVID19_in_the_Sahel.pdf
- ¹⁶ Organisation mondiale de la santé, « Corona virus disease (COVID-19) Dashboard », consulté le 12 octobre 2020. <https://covid19.who.int/> Mali: 3,286 cases, 132 deaths; Niger 1,201, 69 deaths and Burkina Faso: 2,241 cases, 60 deaths.
- ¹⁷ Refugees International, « Issue brief: Mounting hunger in the Sahel: The unintended impact of COVID-19 prevention », le 11 juin 2020. <https://www.refugeesinternational.org/reports/2020/6/8/mounting-hunger-in-the-sahel-the-unintended-impact-of-covid-19-prevention>
- ¹⁸ UN OCHA, « Overview of Humanitarian Needs & Requirements – Sahel Crisis », mai 2020, p8-9. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/HNRO%20Sahel%20May%202020.pdf>
- ¹⁹ UN OCHA, « Central Sahel Crisis – Key Figures 2020 », au 8 octobre 2020, p2. https://www.unocha.org/sites/unocha/files/facts_figures_20201008.pdf
- ²⁰ UN OCHA, « Central Sahel Revised Needs and Requirements Overview », octobre 2020, p9. https://www.unocha.org/sites/unocha/files/RNRO%20CentralSahel%20Oct%202020_EN%20Web.pdf
- ²¹ Ibid, p4.
- ²² Ibid, p4.
- ²³ UN OCHA, « Track 2 Protection Discussion Paper for Senior Officials' Meeting (SOM) » p3. <https://www.unocha.org/sites/unocha/files/Track%202020Protection%20EN.pdf>
- ²⁴ UNICEF, « 2.3 million children in need of protection in the Central Sahel region in 2020, a more than 80% increase in one year. », le 21 mai 2020. <https://www.unicef.org/wca/press-releases/23-million-children-need-protection-central-sahel-region-2020-more-80-cent-increase>
- ²⁵ UN General Assembly Security Council, « Children in Armed Conflict – Report of the Secretary General », le 9 juin 2020, p16. <https://reliefweb.int/report/world/children-and-armed-conflict-report-secretary-general-a74845-s2020525>
- ²⁶ Ibid, p4.
- ²⁷ Ibid, p4.
- ²⁸ UNICEF, « 2.3 million children in need of protection in the Central Sahel region in 2020, a more than 80% increase in one year. », le 21 mai 2020. <https://www.unicef.org/wca/press-releases/23-million-children-need-protection-central-sahel-region-2020-more-80-cent-increase>
- ²⁹ UNICEF, « Crisis in the Central Sahel – Advocacy Brief », janvier 2020, p12. <https://www.unicef.org/reports/central-sahel-advocacy-brief-2020#crisis-overview>
- ³⁰ UN OCHA Service de suivi financier, pages sur le Mali, le Niger et le Burkina Faso, consultées le 12 octobre 2020 <https://fts.unocha.org/data-search/>
- ³¹ GCPEA, « Supporting Safe Education in the Central Sahel – Briefing Paper », septembre 2020, p1. <https://protectingeducation.org/wp-content/uploads/Central-Sahel-Par-English.pdf>
- ³² UN OCHA, « Central Sahel Revised Needs and Requirements Overview » octobre 2020, p4. https://www.unocha.org/sites/unocha/files/RNRO%20CentralSahel%20Oct%202020_EN%20Web.pdf
- ³³ UN OCHA, « Central Sahel Crisis – Key Figures 2020 » au 8 octobre 2020, p2. https://www.unocha.org/sites/unocha/files/facts_figures_20201008.pdf
- ³⁴ UN OCHA, « Burkina Faso, Mali, Niger: Humanitarian Snapshot – as of 16 September 2020 », le 24 septembre 2020. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/%20s%20c20200916_BFA_MLI_NER_humanitariannapshot_ENovid.pdf
- ³⁵ UN OCHA, « Track 2 Protection Discussion Paper for SOM » p3. <https://www.unocha.org/sites/unocha/files/Track%202020Protection%20EN.pdf> & « Report on Thematic Track 1 Discussion 8 September 2020 » p2-3. https://www.unocha.org/sites/unocha/files/Central_Sahel_SOM_Track_2_Protection_Summary.pdf
- ³⁶ Girls Not Brides, « Child Marriage Dashboard – Where does it happen ? », consulté le 2 octobre 2020. <https://www.girlsnotbrides.org/where-does-it-happen/atlas/> According to UNICEF, Niger has the highest rate of child marriage in the world (76% of girls married before age 18, 28% before age 15), Burkina Faso has the 5th highest rate (52% by 18, 10% by 15), and Mali has the 6th (52% by 18, 17% by 15).
- ³⁷ U.S. Department of Labor, Bureau of International Labor Rights, « 2019 Findings on the Worst Forms of Child Labour », consulté le 1 octobre 2020. <https://www.dol.gov/agencies/ilab/resources/reports/child-labor/findings>
- ³⁸ UN OCHA, « Central Sahel Crisis – Key Figures 2020 », au 8 octobre 2020. https://www.unocha.org/sites/unocha/files/facts_figures_20201008.pdf



© Michael Arunga / Vision Mondiale

Vision Mondiale entreprend la plus grande réponse humanitaire de ses 70 ans d'histoire pour limiter la propagation de la COVID-19 et réduire son impact sur les enfants vulnérables et leurs familles, dans le but d'atteindre 72 millions de personnes, dont la moitié sont des enfants, au cours des 18 prochains mois et collecter 350 millions de dollars américains pour ce faire. Les efforts de riposte couvriront 70 pays où Vision Mondiale est présente sur le terrain, donnant la priorité à l'intensification des mesures préventives pour limiter la propagation de la maladie; le renforcement des systèmes de santé et des travailleurs; le soutien aux enfants touchés par la COVID-19 à travers l'éducation, la protection de l'enfance, la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance; et le plaidoyer pour assurer la protection des enfants vulnérables. Pour plus d'informations, lisez le [programme de riposte mondiale de Vision Mondiale à la COVID-19](#).

World Vision
www.wvi.org

Vision Mondiale est une organisation humanitaire chrétienne dédiée à travailler avec les enfants, les familles et leurs communautés pour atteindre leur plein potentiel en s'attaquant aux causes profondes de la pauvreté et de l'injustice. Vision Mondiale sert toutes les personnes, indépendamment de leur religion, origine ethnique ou sexe.

Pour plus d'information, veuillez contacter:

Isaac Massaga
Regional Humanitarian &
Emergency Affairs Director
World Vision West Africa Regional Office
isaac_massaga@wvi.org

Patrick Daniere
National Director
World Vision Mali
patrick_daniere@wvi.org

Francine Obura
Regional Communications Director
World Vision West Africa Regional Office
francine_obura@wvi.org

Yves Habumugisha
National Director
World Vision Niger
yves_habumugisha@wvi.org